



WWW.eit-alger2017.org

Note d'information n°8

Campagne pour la libération de Louisa Hanoune

JOURNEE INTERNATIONALE DU 20 JUIN

Le 21 juin 2019

Dernière information EIT

19 juin 2019

Nous venons d'apprendre, ce 19 juin, que le tribunal militaire de Blida (Algérie) a décidé de maintenir Louisa Hanoune en prison.

Comme l'ont expliqué les avocats, non seulement le dossier d'accusation est vide, mais en plus ils ont expliqué qu'elle présentait toutes les garanties pour être libérée et qu'elle se tiendrait à disposition de la justice.

Son maintien en détention par le tribunal militaire, comme d'ailleurs son incarcération, est une décision politique qui vise la secrétaire générale du Parti des travailleurs du fait de ses positions politiques pour changer le régime. Les avocats déposeront dans deux jours une demande de libération auprès du procureur.

Le 20 juin, nous allons exiger avec encore plus de force la libération de Louisa Hanoune et continuer d'élargir la campagne internationale.

Voici les premiers éléments des mobilisations qui nous sont parvenus pour le moment pour la journée internationale du 20 Juin pour la libération de Louisa Hanoune. Dans la prochaine note nous poursuivrons le compte rendu de cette journée.

En Algérie

Rassemblement unitaire pour la libération de Louisa Hanoune

Dans le cadre de la journée internationale de mobilisation pour la libération de Louisa Hanoune, le PT en collaboration avec le Comité national pour la libération de Louisa Hanoune a organisé un rassemblement à Alger (El Harrach) le 20 juin 2019 avec la participation de représentants de quatre partis politiques (FFS, PST, RCD, PLD), la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH), Zohra Drif Bitat, Moudjahida et coordinatrice du Comité nationale pour la libération de Louisa Hanoune, l'ex-syndicaliste du pétrole, Nouredine Boudërba, le dirigeant historique du printemps amazigh, Djamel Zenati, le député démissionnaire Khaled Tazaghart, le coordinateur du Comité pour la libération de Louisa Hanoune de la wilaya de Bejaia, Rezgui Rabah et El Kadi Ihcène, du mouvement El Mouatana.

Le camarade Youssef Tazibt a ouvert le meeting en informant l'assistance des développements intervenus la veille dans l'affaire Louisa Hanoune, qui est passée à nouveau devant le juge d'instruction du tribunal militaire de Blida. La détenue politique n'étant pas libérée, le collectif des avocats de Louisa Hanoune a décidé d'introduire une deuxième demande de libération provisoire le 23 juin 2019.

L'orateur a informé sur la large campagne internationale qui se développe dans 77 pays et des dizaines de rassemblements qui allaient se tenir en cette journée du 20 juin, dans plusieurs capitales devant les ambassades et consulats algériens pour demander la libération de la secrétaire générale du PT. Il a cité entre autres Brasilia, Berlin, Lima, Madrid, Lisbonne, Paris, Mexico, Bucarest.

Au niveau national, **Youssef Tazibt** a remercié les partis, syndicats, organisations de défense des droits de l'homme qui ont immédiatement pris position contre l'incarcération de Louisa Hanoune, car ils ont compris tout de suite qu'il était question d'une atteinte au multipartisme, à la démocratie et une menace et une intimidation contre toutes les voix qui appuient la révolution et la revendication du départ du régime. « A travers cette arrestation, c'est la voix de Louisa Hanoune et celle du PT que le pouvoir veut étouffer, a déclaré Youssef Tazibt. Le PT continuera à se battre pour le triomphe de la révolution qui passe - de notre point de vue - par une assemblée constituante souveraine qui donnera le moyen politique aux millions de définir les contours de la nouvelle république qu'ils voudront mettre en place après le départ du système en place. »

Pour sa part **Djamel Zenati** a expliqué : « Il est du devoir de chaque militant de défendre Louisa Hanoune. Elle a été arrêtée par esprit de vengeance. Le pouvoir d'aujourd'hui est le prolongement de celui d'hier. Ils sont sous l'effet de la panique et sont capables de tout. C'est à nous de défendre notre pays, eux, ils l'ont déjà détruit. Ils font tout pour venir à bout de la révolution populaire, ils se trompent parce qu'il y a quelque chose d'inébranlable au sein de la population. Par contre leur entêtement va nous conduire au chaos. La dernière déclaration, sur l'interdiction de manifester avec le drapeau amazigh est une énorme provocation. Nous sommes amazigh. Ce sont des retrouvailles entre le drapeau algérien et son ancêtre, le drapeau amazigh. Nous sommes dans une situation qui ressemble à celle de la veille du 1^{er} novembre 1954. C'est à nouveau la société qui doit construire l'Etat. Aujourd'hui c'est Louisa Hanoune qui est arrêtée, demain ça sera peut être moi, ou d'autres, car ils n'ont plus de solution. Il faut donc nous unir pour trouver une solution, car eux ils ne peuvent pas, ils n'ont aucune solution pour la nation ».

Maître Nouredine Benissad (LADDH) : « La constitution protège la liberté d'opinion. L'Etat algérien a ratifié les convention internationales relatives au droits de l'homme, notamment la convention relative au droits politiques et civils, cela veut dire qu'à partir du moment ou l'Etat signe ces conventions, elles deviennent supérieures aux lois nationales dans le code pénale algérien, il subsiste encore en Algérie les restes des loi coloniales qui criminalisent l'exercice de la politique. Louisa est une prisonnière d'opinion. Son seul crime c'est d'avoir exercer son droit d'opinion, selon les normes des droits de l'homme. Il ne faut pas oublier qu'il y a plus de 27 prisonniers aujourd'hui du fait de leur opposition au 5^e mandat. L'utilisation des arrestations provisoires doit être une mesure d'exception. Louisa Hanoune ne constitue pas un danger, elle peut être libérée et que leur enquête se poursuive. Il n'y a pas d'indépendance de la justice. Ce rassemblement va aider le mouvement en cours. »

Zohra Drif Bitat : « Pour moi, la liberté première est la liberté d'expression. Si elle est absente, on ne peut pas dire que nous ayons réalisé les objectifs de la révolution de novembre 1954. Et nous ne devons pas trahir les objectifs de 1954. La liberté de parole doit être respectée. Nous vivons des moments dangereux pour les libertés. Nous réclamons l'indépendance de la justice. Louisa Hanoune est une militante qui a toujours défendu les démunis et qui a toujours agit pour la démocratie et les droits du peuple. Nous exigeons sa libération. »

Ali Laskri, coordinateur du présidium du FFS : « Le pouvoir réel est entre les mains de l'Etat major de l'armée nationale populaire depuis 1962. On a libéré le pays mais pas l'être humain. L'Etat major n'a pas le droit d'arrêter Louisa Hanoune. Au FFS, nous avons fait un communiqué, le soir même. Et ce qui est arrivé à Louisa peut arriver à tout militant et à tout syndicaliste. Louisa Hanoune est pour la Constituante depuis 1989. Il n'y a jamais eu d'élections propres en Algérie. Il n'y a jamais eu de transition démocratique dans le pays. Le cas de Louisa Hanoune est majeur : nous nous devons de militer pour qu'elle sorte de prison. Le 22 février les Algériens se sont réconciliés. Le drapeau algérien c'est l'intégration de toute l'Afrique du nord ; et les constantes de la Nation ce sont l'islamité, l'arabité et l'amazighité. »

Sadat Fetta, députée RCD : « Chaque vendredi, Alger devient une zone interdite pour les citoyens des autres wilaya parce qu'un grand nombre de citoyens sont arrêtés. L'atteinte aux libertés n'est pas un phénomène nouveau, ça remonte à l'indépendance. Ce système a fondé son existence sur l'atteinte aux droits et à l'exploitation de la justice. C'est d'une extrême gravité pour la survie de la nation. Je suis enseignante en droit à l'université, j'enseigne à mes étudiants en première année que l'emprisonnement provisoire est une mesure d'exception et qu'il existe la présomption d'innocence, en fonction d'un principe général, celui de la liberté. Et puis le contrôle judiciaire, ça existe aussi ! Or il y a un recours excessif à l'emprisonnement provisoire pour arranger des intérêts particuliers et des intérêts clanique. Le grand danger, c'est lorsqu'un clan utilise l'appareil judiciaire pour ses basses besognes.

Mahmoud Rachedi, porte parole du PST : « Le mouvement s'est déclenché suite à l'étincelle qui a été le 5^e mandat. La coupe était pleine. La répression a des racines profondes tout comme les politiques anti sociales. Cela remonte à avant Bouteflika. Et le peuple leur dit aujourd'hui 'vous avez vendu le pays, bande de voleurs ! ». En 2001, 128 jeunes ont été tués par ce même système. On nous a empêché de manifester, de constituer des associations, le droit de grève a été bafoué, le chômage, le pouvoir d'achat, etc. Ils n'ont pas pu camoufler. Peut-on dialoguer alors que des militants sont en prison ? Celui qui veut dialoguer doit lever toutes les entraves et montrer de bonnes intentions. Il y a des jeunes anonymes qui sont arrêtés et poursuivis. Il faut un front uni fort pour la libération de tous les détenus d'opinion. Quelle feuille de route quand il y a encore des détenus en prison ?

L'initiative commune des démocrates s'est donnée à nouveau rendez-vous le 26 juin. La souveraineté populaire, c'est l'assemblée constituante souveraine. Une autre voie ne pourra pas constituer une solution. Le 5 juillet arrive, ça sera un vendredi, on marchera pour l'arrêt de la répression et peut être pour l'assemblée constituante. Nous devons être la locomotive

Chentouf, PLD : « Je suis venu au nom du Parti pour la laïcité et la démocratie, essentiellement en solidarité avec les 50 ans de militantisme de Louisa, autant que moi-même. Je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent : elle est innocente jusqu'à ce qu'elle soit jugée. Cette arrestation a permis un déclic chez les démocrates. Ils se sont retrouvés et vont se rencontrer le 26 juin 2019.

Noredine Boudierba, ex syndicaliste du secteur du pétrole : « Je suis ici pour demander la libération de Louisa Hanoune et de tous les prisonniers politiques. Leur place est avec nous. Je suis partisan d'un Etat démocratique et social. Louisa aussi milite pour un Etat démocratique et social. Je voudrais apporter un témoignage. En 1996, j'ai été arrêté pour mes activités syndicales. Les premiers soutiens, je les ai eu de la part des travailleurs de la zone industrielle de Rouïba, mais le premier parti à m'avoir soutenu a été le Parti des Travailleurs. Et je l'ai appris quand on m'a apporté en prison la coupure du journal qui contenait l'article.

Rewgui Rabah : A Bejaia, depuis deux ans nous nous sommes constitué en comité qui englobe les syndicats autonomes, l'association RAJ, le frère de Hachemi Cherif. Nous avons été contacté par Rachid Bejaoui, le responsable local du PT. Nous avons organisé un premier meeting pour la libération de Louisa au mois de carême. Puis un deuxième, en présence de Djamel Zenati du frère de Hachemi Cherif et des syndicats de médecins. Il faut que les militants parlent, fassent des meetings, partout comme nous le faisons à Bejaia.

Louisa Hanoune est une militante. Je suis syndicaliste, un militant doit défendre un autre militant. En 1980, Mme Bitat m'a défendu quand j'ai été arrêté pour avoir pris la défense des citoyens.

Khaled Tazaghart, Forum socialiste, député démissionnaire : Nous avons organisé un meeting pour la libération de Louisa à Tazmalt (une commune de Bejaia), avec la présence du responsable du PT, Youcef Tazibt et d'autres. Il y a eu une forte participation. Face à la mort d'hommes en prison, nous nous n'avons pas de temps à perdre en analyses. J'ai connu Louisa Hanoune en 1989, au stade du 8 mai 1945 à Sétif. Ait Ahmed lui avait donné la parole dans ce meeting. Nous vivons en ce moment un mouvement d'espoir. Il y a des hommes qui vont influencer le cours des choses. Je tiens à rendre hommage aux députés du PT, à l'APN : ils y ont combattu pour Tamazight, pour la libération des détenus, contre les privatisations, contre la répression, etc.

A l'échelle internationale

Des rassemblements, des meetings, des délégations ont eu lieu notamment : en Allemagne, au Brésil, en Espagne, en Equateur, en France, en Grande-Bretagne, en Guadeloupe, en Martinique, au Mexique, au Niger, au Pérou, au Portugal, en Roumanie, en Serbie, en Suisse, au Togo, etc.

- **En Allemagne** : Une délégation importante s'est rendue à l'ambassade d'Algérie à Berlin. Cette délégation était composée de députés, de représentants de la direction nationale de la Jeunesse Socialiste du SPD (JUSOS), de responsables du SPD et des syndicats de Berlin, de responsables de la direction de la commission ouvrière (AFA) et de la commission femmes (ASF) de Berlin ainsi que des sections d'entreprises du syndicat VER.DI. Gotthard Krupp, porte-parole de la délégation ainsi que le député SPD au Parlement du Land de Berlin, Frank Jahnke, ont été reçus par un représentant de l'ambassade. Une autre délégation a eu lieu auprès du consulat d'Algérie à Frankfurt, composée notamment de responsables du SPD, de syndicats VER.DI, GEW et IG Metall ainsi que mouvement politique Aufstehen (« Debout »).



Devant l'ambassade à Berlin

▪ **Au Brésil** : Un rassemblement et une délégation en solidarité avec Louisa Hanoune a eu lieu le 19 juin au matin (le 20 juin étant un jour férié au Brésil) à l'ambassade d'Algérie à Brasilia, conduit par Vicentinho, député fédéral du PT qui a remis le dossier des 650 prises de position d'organisations politiques et syndicales, de personnalités, etc. rappelant que Louisa Hanoune est une des personnalités à l'échelle internationale qui a pris position pour la libération de Lula. Une délégation a également eu lieu à São Paulo.



▪ **En Espagne** : Deux rassemblements à l'ambassade de Madrid et au consulat de Barcelone, ainsi qu'une délégation au consulat d'Alicante et des réunions et rassemblements à Malaga, Castellon, Bilbao et Vitoria. A Madrid, une délégation constituée par Luis Miguel Lopez Reillo, secrétaire général de l'UGT de Madrid et Pablo Garcia Cano, membre de l'exécutif des CCOO de la fédération de l'industrie a été reçu par le consul et le conseiller de l'ambassadeur.

A Barcelone, un rassemblement a eu lieu au consulat et une délégation, composée par les députés du Parlement catalan Vidal Aragones de la CUP et d-David Cid de Podemos a été reçu par le conseiller d'ambassade.



En Espagne : à Madrid, Barcelone, Bilbao

▪ **En France** : Jeudi 20 juin, dans toute la France, des rassemblements ont eu lieu, dans l'unité la plus large, sans exclusive, en direction des consulats d'Algérie et de l'Ambassade à Paris. Des rassemblements dans le cadre de l'appel large pour la libération de Louisa Hanoune qui regroupe à ce jour plus de 8000 signataires parmi lesquels de nombreux responsables, militants politiques, élus du PS, du PCF, du PG, de LFI, du NPA, le POI, des responsables et militants syndicalistes de la CGT, de la CGT-FO, de la FSU, de Solidaires, de l'UNEF... aux côtés de personnalités du mouvement démocratique, des laïcs, des universitaires, des journalistes, des médecins, des avocats...

A Lille, une délégation porteuse des signatures et prises de position pour la libération de L. Hanoune a été reçue au consulat. Le rassemblement devant le consulat avait lieu à l'appel des signataires et notamment des Unions Départementales CGT du Nord et de la Somme.

A Nantes, 120 militants se sont réunis devant le consulat d'Algérie à l'appel du comité de soutien de Loire Atlantique, regroupant les secrétaires généraux des unions départementales CGT, FO, de la FSU, de Solidaires, la ligue des droits de l'homme, la libre pensée, le PG, Gauche démocratique et sociale.

A Bordeaux, une délégation a été reçue au consulat devant lequel étaient rassemblés des militants France Insoumise, du PG, du PCF, du POI, des syndicalistes FO et CGT, des gilets jaunes.

A Montpellier, rassemblement large devant le consulat à l'appel de : FSU, CGT, FO, UNEF Montpellier, LP Hérault, Campagne BDS France Montpellier, Syndicat de combat universitaire Montpellier, PCF, NPA, EELV, Radicaux de Gauche, POI, PS, PG, Ensemble, de la députée France insoumise de l'Hérault (M. Ressiguié), du secrétaire du groupe PCF au conseil régional Occitanie (N. Cossange), de la conseillère régionale et co-présidente des Radicaux de Gauche (V. Rozière). Une délégation a été reçue.

A Toulouse, 80 signataires de l'appel pour la libération de L. Hanoune avec la LDH, la libre pensée, le POI, la FNEC FP FO se sont rassemblés devant le consulat où une délégation a été reçue.

A Marseille, une délégation composée d'un syndicaliste et d'une avocate a été reçue par le Consul et lui a remis l'exigence des signataires rassemblés au même moment devant le consulat de libération de Louisa Hanoune.

A Nice, le vice consul a reçu une délégation porteuse des signatures de l'appel pour la libération de L. Hanoune et de la motion adoptée en ce sens par le congrès de l'UD CGT des Alpes Maritimes.

A Lyon, 150 personnes se sont rassemblées devant le consulat général d'Algérie. Au cours du rassemblement ont pris la parole :

William Goldberg, président de la Ligue des Droits de l'Homme du Rhône, qui a souligné la diversité des signataires parmi lesquels les secrétaires généraux de l'UD CGT du Rhône, de l'UD FO, de la FSU... ;

Malika Haddad-Grosjean, mandatée par Nathalie Perrin-Gilbert, maire du 1^{er} arrondissement de Lyon, pour apporter son soutien à tous les emprisonnés pour leur action pour la démocratie en Algérie, demander le respect des libertés démocratiques et la libération de Louisa Hanoune.

Salah Ferkoune, représentant le secrétaire de l'UD-FO du Rhône.

Tahar Khalfoune, universitaire, qui a rappelé l'engagement de Louisa Hanoune dans les années 80, pour l'égalité hommes-femmes, pour la défense des travailleurs, pour la démocratie et l'Assemblée constituante souveraine.

Arlette Cavillon, pour le Mouvement de la paix, Xavier Hyvert, pour la Libre pensée du Rhône et JP Crouzet, pour le POI, ont également pris la parole.

Le rassemblement a adopté le message transmis ensuite par une délégation de deux personnes au consul général adjoint, et s'est conclu par un appel à poursuivre et amplifier la campagne.

A Grenoble, une délégation représentative des militants rassemblés devant le consulat a été reçue.

A Sainte Etienne, 100 militants se sont rassemblés devant le consulat où une délégation a été reçue. Le rassemblement s'est conclu par des prises de parole où sont intervenus des représentants France insoumise, de la Libre Pensée, du POI, du comité Palestine 43.

A Metz, une délégation a remis au Consul une motion des participants au rassemblement co-signée par C. Fiat, députée France Insoumise, D. Norsa et A. Tott, secrétaires généraux des UD CGT et FO de Moselle, S. Saadi, adjointe au maire de Metz, conseillère départementale (Groupe Socialiste et Républicain), B. Leclerc, président de la section de Metz de la ligue des Droits de l'Homme, J. Arias, président de la Libre Pensée de Moselle.

A Besançon, une délégation des signataires de l'appel participant au rassemblement a été reçue au consulat.

A Strasbourg, 30 militants se sont rassemblés au consulat devant lequel France Insoumise Strasbourg, le collectif Justice et Liberté, la Libre Pensée, le POI ont pris la parole.

A Paris, 400 signataires se sont rassemblés, à proximité de l'Ambassade d'Algérie, regroupés sur l'exigence formulée dans l'appel large pour la libération de Louisa Hanoune : « que l'on soit d'accord ou pas avec ses positions politiques, rien ne peut justifier sa mise en détention ». Plusieurs syndicats appelaient à ce rassemblement parmi lesquels L'union fédérale des syndicats de l'Etat CGT, l'Union départementale CGT de

Paris, l'Unef... De nombreux syndicalistes, des militants de la France insoumise, du mouvement démocratique et laïque, des citoyens d'Algérie étaient également présents ainsi que le POI. Une délégation a été reçue par deux représentants de l'ambassade d'Algérie porteuse de l'exigence des milliers de signataires de l'appel. Une prise de parole a eu lieu à l'issue du rassemblement rendant compte de la délégation et appelant à amplifier encore la campagne pour la libération de Louisa Hanoune.

Au même moment, des rassemblements, des diffusions, des conférences de presse également représentatifs du caractère large de la campagne pour la libération pour L. Hanoune ont été organisés dans plusieurs villes et départements : à Tours, La Rochelle, Poitiers, Nîmes, en Dordogne, dans l'Aude...

Une même conclusion à l'issue de chacun de ces rassemblements : nous amplifions la campagne dans l'unité la plus grande, nous ne lâchons rien et nous reviendrons devant les consulats et l'Ambassade tant que L. Hanoune n'aura pas été libérée.



Le rassemblement à Paris

- **En Grande-Bretagne**



Délégation à Londres

▪ **En Guadeloupe** : Dans le cadre de la journée internationale du 20 juin pour la libération de Louisa Hanoune, les organisations et associations, *Mouvman Nonm*, *Travayè é Pèyizan*, *KDlo*, *SPA (syndicat de défense du patrimoine agricole)*, *Anka*, *AKYO*, *Nouvel bon Dlo*, *LKP*, *UGTG*, réunies à l'initiative de l'Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe, UGTG :

- ont débattu de la situation en Algérie et de la répression qui y sévit, en particulier contre la secrétaire générale du Parti des Travailleurs, Louisa Hanoune, injustement incarcérée depuis plus d'un mois ;
- exigent la libération immédiate et sans conditions de Louisa Hanoune !

Ces organisations et associations décident d'envoyer une motion en ce sens aux autorités algériennes (ambassades, ministères)

▪ **En Roumanie**



Une délégation de syndicalistes s'est rendu à l'ambassade à Bucarest

▪ **En Suisse** : Délégation à l'ambassade de Berne et un rassemblement à Genève, dans lequel ont pris la parole Albert Anor au nom de la campagne et un député de Jordanie, **Khaled Ramadan Awwad** qui soutien la demande de la libération sans conditions LH et la défense de la liberté d'expression politique.



A Genève



A Berne

- **En Serbie** : Une délégation s'est rendue à l'ambassade d'Algérie à Belgrade, composée de Staša Zajević, Femmes en noir, Palvle Ilic, Marks 21 et Nebojsa Komanovic, correspondant de l'EIT.
- **Au Portugal** : Rassemblement devant l'ambassade d'Algérie à Lisbonne. Une délégation constituée par João Vasconcelos, député du Bloc de gauche ; Paula Viseu, membre du secrétariat national de l'UGT et par Henrique Gomes da Costa, correspondant de l'EIT au Portugal a été reçue l'ambassadrice, qui s'est spécialement déplacée alors que le 20 juin est un jour férié au Portugal.



Au Pérou



Meeting de syndicalistes au Pérou

Au Mexique



Devant l'ambassade à Mexico